

PRÉFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'AMENAGEMENT**
Bureau de l'environnement

Références : dossier n° 93 S 33 00116 A

Site internet de la préfecture :

www.pref93.pref.gouv.fr

**ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION N°06-0241 DU 30 JANVIER 2006
relatif à l'exploitation d'un centre de collecte et
de transfert de matières d'origine animale
par la société SARIA INDUSTRIES SUD-EST
sise 77, rue Charles Michels
à SAINT-DENIS**

**LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et plus précisément le titre 1^{er} «installations classées pour la protection de l'environnement»,

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n°2001-4552 du 15 octobre 2001 réglementant les activités de la société SARIA BIO INDUSTRIES exploitées 77, rue Charles Michels à SAINT-DENIS,

VU la demande reçue le 31 mars 2004 et complétée le 22 avril 2004, présentée par la société SARIA INDUSTRIES ILE-DE-FRANCE dont le siège social est situé Z.I. Route de Brières-les-Scellés F-91150 ETAMPES, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter 77, rue Charles Michels 93200 SAINT-DENIS, un centre de collecte et de transfert de matières d'origine animale, classable sous la rubrique :

2731 : « Dépôt de sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres, à l'exclusion des dépôts de peaux, des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement : la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg. » [AUTORISATION]

VU les rapports du service technique d'inspection des installations classées en date du 9 avril 2004 et du 28 mai 2004, déclarant le dossier de demande d'autorisation d'exploiter complet et recevable,

VU la décision du président du tribunal administratif de CERGY-PONTOISE du 8 juillet 2004, désignant Monsieur Jean-Philippe BRAULT en qualité de commissaire-enquêteur dans cette affaire,

VU l'arrêté préfectoral n°04-3348 du 27 juillet 2004 portant ouverture d'enquête publique du jeudi 2 septembre 2004 au samedi 2 octobre 2004 inclus, en mairie de SAINT-DENIS,

VU la lettre en date du 21 septembre 2004 du commissaire-enquêteur demandant la prolongation de la durée de l'enquête publique,

VU l'arrêté préfectoral n°04-4278 du 24 septembre 2004 portant prolongation de l'enquête publique de 13 jours, soit jusqu'au vendredi 15 octobre 2004 inclus, en mairie de SAINT-DENIS,

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur du 26 novembre 2004 reçus en préfecture le 1^{er} décembre 2004,

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur dans son rapport du 1^{er} décembre 2004,

VU les arrêtés préfectoraux n°05-0639 du 18 février 2005 et n°05-4466 du 5 octobre 2005, portant prorogation des délais d'instruction de la demande d'autorisation,

VU l'avis favorable de la direction départementale de l'équipement du 1^{er} octobre 2004,

VU l'avis favorable de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du 27 septembre 2004,

VU l'avis favorable de la direction départementale de la sécurité publique du 10 novembre 2004,

VU l'avis favorable sous réserve de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris du 3 septembre 2004,

VU l'avis favorable sous réserves de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du 6 août 2004,

VU l'avis favorable de la direction de l'eau et de l'assainissement du Conseil général du 8 novembre 2004,

VU l'avis favorable de la direction départementale des services vétérinaires du 29 septembre 2004,

VU l'avis favorable du service régional d'archéologie du 2 décembre 2004,

VU la consultation du 28 juillet 2004 de la direction régionale interdépartementale de l'agriculture et de la forêt,

VU la consultation du 28 juillet 2004 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune d'AUBERVILLIERS, dans sa séance du 23 septembre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune d'EPINAY-SUR-SEINE, dans sa séance du 23 septembre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune de GENNEVILLIERS, dans sa séance du 29 septembre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune de LA COURNEUVE, dans sa séance du 23 septembre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune de L'ILE-SAINT-DENIS, dans sa séance du 5 octobre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune de SAINT-DENIS, dans sa séance du 30 septembre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune de SAINT-OUEN, dans sa séance du 27 septembre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune de STAINS, dans sa séance du 14 octobre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune de PIERREFITTE-SUR-SEINE, dans sa séance du 23 septembre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune de VILLENEUVE-LA-GARENNE, dans sa séance du 6 octobre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil municipal de la commune de VILLETANEUSE, dans sa séance du 30 septembre 2004,

VU l'avis défavorable émis par le conseil de la communauté d'agglomération PLAINE COMMUNE, dans sa séance du 28 septembre 2004,

VU la consultation du 28 juillet 2004 du conseil municipal de la commune de ASNIERES-SUR-SEINE qui ne s'est pas prononcé sur le dossier,

VU la consultation du 28 juillet 2004 conseil municipal de la commune de CLICHY qui ne s'est pas prononcé sur le dossier,

VU la lettre du 11 mai 2005 du ministère de l'écologie et du développement durable qui se prononce sur la compatibilité du projet avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 février 2003, relatif aux prescriptions applicables aux installations soumises à la rubrique 2731,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 7 juin 2005, proposant d'autoriser l'exploitation d'un centre de collecte et de transfert de matières d'origine animale, réglementé au moyen des prescriptions du présent arrêté,

VU la lettre du 25 novembre 2005 de la société SARIA INDUSTRIES SUD-EST déclarant succéder à la société SARIA INDUSTRIES ILE DE FRANCE,

VU la déclaration de succession du 15 décembre 2005,

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 1^{er} décembre 2005,

VU les observations formulées par la société SARIA INDUSTRIES SUD-EST par lettre du 27 janvier 2006,

CONSIDERANT que la société SARIA INDUSTRIES ILE-DE-FRANCE est autorisée à exploiter un centre de collecte et de traitement des matières d'origine animale par arrêté préfectoral du 15 octobre 2001,

CONSIDERANT que la société SARIA INDUSTRIES ILE-DE-FRANCE a cessé ses activités de traitement des matières d'origine animale (le 30 avril 2002 arrêt de l'activité de dégraissage d'os et le 26 juillet 2002 arrêt de l'activité de fonte de graisses),

CONSIDERANT que le projet d'exploiter un centre de transfert adapté à l'activité réduite de l'établissement justifie le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation,

CONSIDERANT la demande d'autorisation du 31 mars 2004, complétée le 22 avril 2004, de la société SARIA INDUSTRIES ILE-DE-FRANCE afin d'exploiter un centre de collecte et de transfert de matières d'origine animale,

CONSIDERANT que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter a fait l'objet d'avis défavorables des conseils municipaux d'AUBERVILLIERS, d'EPINAY-SUR-SEINE, GENNEVILLIERS, LA COURNEUVE, L'ILE-SAINT-DENIS, SAINT-DENIS, SAINT-OUEN, STAINS, PIERREFITTE-SUR-SEINE, VILLENEUVE-LA-GARENNE, VILLETANEUSE et du conseil de la communauté d'agglomération PLAINE COMMUNE lors de la consultation réglementaire,

CONSIDERANT qu'aucune plainte concernant l'activité actuelle n'a été transmise à l'inspection des installations classées depuis l'arrêt des activités de traitement en 2002,

CONSIDERANT que les dispositifs techniques et organisationnels apportent des améliorations à la situation existante et répondent aux dispositions générales prévues au titre des installations classées,

CONSIDERANT que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter n'a fait l'objet d'aucun avis défavorable des services déconcentrés lors de la consultation réglementaire,

CONSIDERANT que le commissaire-enquêteur émet un avis favorable sous réserve du respect des mesures prises par le pétitionnaire pour garantir la limitation des nuisances olfactives, l'absence de risque biologique, le traitement des eaux polluées et la gestion d'éventuelles perturbations du transport des déchets,

CONSIDERANT l'avis du ministère de l'écologie et du développement durable du 11 mai 2005 qui précise que le centre de transit doit être considéré comme une mise en conformité des installations existantes et qui indique les modalités de mise en œuvre des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 février 2003, concernant en particulier les distances d'implantation et les capacités de réserve,

CONSIDERANT les mesures permettant de prévenir les nuisances spécifiques liées à l'activité et l'avis du ministère de l'écologie et du développement durable, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement émet un avis favorable à la demande d'autorisation d'exploiter un centre de transfert réglementé au moyen de prescriptions techniques,

CONSIDERANT que les observations des communes comprises dans le rayon d'affichage et les remarques des services déconcentrés consultés ont été prises en compte par les prescriptions du présent arrêté,

CONSIDERANT qu'il convient de veiller à ce que ces activités ne présentent aucun des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que la société SARIA INDUSTRIES SUD-EST a eu connaissance des conclusions du conseil départemental d'hygiène,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la SEINE-SAINT-DENIS,

ARRETE

ARTICLE 1 : La société SARIA INDUSTRIES SUD-EST dont le siège social est situé Les Bouillots à BAYET est autorisée à exploiter 77, rue Charles Michels à SAINT-DENIS des installations classables sous la rubrique suivante :

2731 : « Dépôt de sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres, à l'exclusion des dépôts de peaux, des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement : la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg. »[AUTORISATION]

ARTICLE 2 : Les 11 prescriptions annexées au présent arrêté devront être satisfaites dès notification.

ARTICLE 3 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, avant sa réalisation.

ARTICLE 5 : Tout transfert d'une installation soumise à autorisation sur un autre emplacement, nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 6 : L'exploitant de la présente installation soumise à autorisation est tenu de déclarer sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 7 : L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du code du travail et aux décrets et arrêtés pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 : Le réseau de défense incendie ou toute installation technique (eau chaude sanitaire, climatisation, chauffage, arrosage, etc.) raccordés à un réseau public d'eau potable, devront être dotés d'un dispositif de disconnexion destiné à protéger ce réseau d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens normal d'écoulement de l'eau. Ces dispositifs de protection devront être adaptés aux risques et placés à l'amont immédiat du risque potentiel.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera notifié à la société SARIA INDUSTRIES SUD-EST par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 10 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-DENIS et pourra y être consultée.

Une ampliation de l'arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture de la SEINE-SAINT-DENIS.

L'ampliation sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation classée par le bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée à chaque conseil ayant été consulté.

Un extrait de cet arrêté sera publié par les soins du préfet et aux frais de la société SARIA INDUSTRIES SUD-EST dans deux journaux locaux ou régionaux.

ARTICLE 11 : *Voies et délais de recours* (article L. 514-6 du code de l'environnement) la présente décision, peut être déférée au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE.

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de **quatre ans** à compter de l'affichage ou la publication dudit arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 12 : Le secrétaire général de la préfecture de la SEINE-SAINT-DENIS, la sous-préfète de l'arrondissement de SAINT-DENIS, l'inspecteur général, chef du service technique interdépartemental d'inspection des installations classées, le maire de SAINT-DENIS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à Monsieur Jean-Philippe BRAULT commissaire-enquêteur et sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la SEINE-SAINT-DENIS.

Fait à Bobigny, le 30 JAN. 2006

Le préfet de la Seine Saint-Denis

Jean-François CORDET

**ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL N°06-0241
DU 30 JANVIER 2006**

TITRE I : CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.1 – AUTORISATION

La société Saria Industries Ile de France devra se conformer, pour l'exploitation des installations situées au 77, rue Charles Michels à Saint-Denis, classables sous les rubriques énoncées à l'article 1.2 ci-dessous et soumises à autorisation, à l'ensemble des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.2 – LISTE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Désignation des activités	Eléments caractéristiques	Rubrique de la nomenclature	Régime
Centre de transit de déchets d'origine animale (catégorie 3).	Capacité de stockage instantané maximale de 75 tonnes. Volume de transit maximal de 225 tonnes par jour et 40 000 tonnes par an.	2731	A
Station service	Distribution gazole de 3 m ³ /h Cuve enterrée double enveloppe de 50 m ³ de gazole.	1434 1432	NC

ARTICLE 1.3 – DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS

1.3.1 Nature et origine des déchets. Le site sera affecté à la réception, au stockage et au chargement de déchets d'origine animale de catégorie 3 au sens du règlement européen du 3 octobre 2002, à l'exclusion de tout autre type de déchet.

Aucun type de traitement des déchets n'est autorisé sur le site.

Le transit comportera deux filières :

- une filière de transit de gras, conditionné en containers étanches,
- une filière de transit de déchets valorisables issus de la collecte auprès des abattoirs et des boucheries.

Les deux filières seront strictement distinctes. En aucun cas les déchets de la filière « déchets de boucherie » ne pourront transiter dans les bâtiments ou véhicules dédiés à la filière « gras en containers ».

La collecte des déchets se fera dans les départements de l'Eure, de l'Eure-et-Loir, du Loiret, des Yvelines, des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise pour la filière « gras » et dans les départements l'Eure, de l'Eure-et-Loir, du Loiret, de l'Oise, de Paris, de Seine-Maritime, de Seine-et-Marne, des Yvelines, de la Somme, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et du Val-d'Oise pour la filière « déchets de boucherie ».

Les déchets seront soit éliminés soit valorisés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet.

1.3.2 Capacité de stockage et de transit. Le site comportera :

- un bâtiment « transfert de containers » de 537 m²,
- un bâtiment « déchargement » de 985 m²,
- une aire extérieure de lavage des camions,
- une installation de distribution de liquides inflammables,
- une installation de traitement de l'air intérieur des bâtiments.

Le stockage des déchets sera limité à 75 tonnes en simultané sur le site.

Les volumes de transit de déchet seront limités à :

- 200 tonnes par jour et 32 500 tonnes par an, pour la filière « déchets de boucherie »,
- 25 tonnes par jour et 6 500 tonnes par an, pour la filière « gras en container ».

ARTICLE 1.4 – CONFORMITE DES INSTALLATIONS AU DOSSIER.

Les installations seront implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation du 22 mars 2004, sous réserve des prescriptions ci-après.

ARTICLE 1.5 – INSTALLATIONS NON VISEES A LA NOMENCLATURE OU SOUMISE A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

TITRE II : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 2.1 – GENERALITES

Les installations classées seront implantées, équipées et exploitées de manière à éviter que leur fonctionnement puisse être à l'origine de dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 2.2 – DOSSIER INSTALLATIONS CLASSEES

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier, mis à la disposition de l'inspection des Installations Classées et des organismes agréés chargés des contrôles périodiques, comportant les documents suivants :

- le nom du responsable de l'installation,
- le dossier de demande d'autorisation et les déclarations de modification des installations,
- les plans tenus à jour de l'ensemble des installations et équipements annexes,
- l'arrêté préfectoral et les arrêtés complémentaires éventuels, réglementant les installations,
- les résultats des mesures de contrôle (eau, air, bruits,...), les rapports de visite réglementaires (électricité, extincteurs, ...) et les justificatifs d'élimination des déchets. Ces documents devront être conservés pendant 5 ans,
- les consignes d'exploitation et de sécurité,
- le registre d'entrée et de sortie des déchets,
- et tout autre document attestant de la bonne exploitation du site.

ARTICLE 2.3 – DECLARATION DES ACCIDENTS OU INCIDENTS

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des Installations Classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

L'exploitant déterminera ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident et les confirmera dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des Installations Classées, sauf décision contraire de celle-ci.

Les dépassements des valeurs limites fixées dans le présent arrêté seront déclarées dans les mêmes conditions.

ARTICLE 2.4 – MODIFICATION DES INSTALLATIONS

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des conditions d'exploitation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 2.5 – CONTROLES ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, le Préfet pourra demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations. Ils seront exécutés par un organisme agréé à cet effet ou, à défaut, soumis à son approbation, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ou de tout autre texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 2.6 – CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

ARTICLE 2.7 – CESSATION D'ACTIVITE

En cas de mise à l'arrêt définitif des installations, l'exploitant devra en informer le Préfet au moins un mois avant la date prévue et remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement. Il est joint à la notification, conformément à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que les déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site (ou de l'installation) dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact du site (ou de l'installation) sur son environnement.

TITRE III AMENAGEMENT

ARTICLE 3.1 – INTEGRATION DANS L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'intégration des installations dans le paysage et satisfaire à l'esthétique du site (peintures, écrans, ...). Les bâtiments et les installations seront nettoyés régulièrement et les abords du site entretenus de manière à présenter un aspect propre et accueillant en permanence.

ARTICLE 3.2 – CLOTURE DU SITE

Le site sera clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutes les opérations ayant lieu à l'intérieur du site devront être soustraites à la vue du public ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

ARTICLE 3.3 – INFORMATION DU PUBLIC

Un panneau de signalisation et d'information en matériaux résistants est placé à proximité immédiate de l'entrée principale. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes :

(Désignation de l'installation)

Dépôt de déchets d'origine animale soumis à autorisation au titre de l'article L. 512-2 du code de l'environnement.

Autorisation préfectorale n° () du (date)

(raison sociale) (adresse de l'exploitant)

Le terme « déchets » peut être remplacé par « sous-produit » si les déchets font l'objet d'une valorisation.

ARTICLE 3.4 – CIRCULATION DES VEHICULES

L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site est conçue pour qu'aucun véhicule souillé ne quitte le site sans avoir reçu un lavage et une désinfection appropriés.

Le plan de circulation à l'intérieur du site doit être affiché et des moyens de surveillance doivent être mis en œuvre pour contrôler à tout moment les entrées et sorties.

Le sol des voies de circulation et de garage des véhicules de collecte et de transport de déchets doit être étanche, incombustible, résistant aux chocs et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement, de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction éventuelles.

TITRE IV : PREVENTION DES RISQUES

ARTICLE 4.1 – GENERALITES

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Ces règles, qui ressortent notamment de l'application du présent arrêté, sont établies en référence à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

ARTICLE 4.2 – CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES

4.2.1 Accessibilité des installations. Les installations doivent être conçues de manière à permettre à tout moment, l'intervention des engins de secours. Les aires de circulation doivent être conçues de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de secours.

4.2.2 Isolation au feu des locaux. Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

Le bâtiment de transfert est construit en matériaux non inflammables.

Le bâtiment de déchargement est construit en matériaux non inflammables.

Les bâtiments seront distants d'au moins 8 m des voiries et bâtiments habités ou occupés par des tiers.

4.2.3 Evacuation de fumées et des gaz de combustion. Les locaux devront être équipés de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie.

La surface utile des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle sera au moins égale à 1% de l'emprise au sol des bâtiments.

4.2.4 Ventilation. Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux devront être convenablement ventilés (mécaniquement si nécessaire).

La ventilation devra permettre, d'éviter la formation d'une atmosphère explosible, asphyxiante ou nocive à l'intérieur des locaux et assurer l'évacuation des gaz vers l'extérieur sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

4.2.5 Circulations. A l'intérieur des bâtiments, des allées de circulation seront aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les cheminements d'évacuation du personnel seront jalonnés et maintenus constamment dégagés. Des schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel.

Les dégagements seront aménagés de manière à ce que leur répartition, leur largeur, leur nombre ainsi que les distances à parcourir pour atteindre une sortie soient conformes aux exigences du code du travail. Les matériels non utilisés seront regroupés hors des allées de circulation.

4.2.6 Eclairage de sécurité. L'éclairage de sécurité sera réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté du 10 novembre 1976 relatif aux circuits et installations de sécurité. Des blocs autonomes d'éclairage de sécurité du type non permanent seront disposés dans les allées de circulation et près des issues.

4.2.7 Signalétique de sécurité. D'une façon générale, on installera une plaque indicatrice de manœuvre près des dispositifs de commande et de coupure ayant une fonction de sécurité.

4.2.8 Issues. Les issues seront balisées, leur accès sera maintenu libre en permanence et le bon fonctionnement du système d'ouverture sera fréquemment vérifié. Les portes s'ouvriront vers l'extérieur et pourront être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues sera balisé et maintenu constamment dégagé. Un plan de situation sera affiché au droit de chaque issue.

Le bâtiment de transfert disposera de 2 issues de secours au moins.

Le bâtiment de déchargement disposera de 2 issues de secours au moins.

En tout point des bâtiments, la distance à parcourir pour atteindre une issue sera inférieure ou égale à 25 m.

ARTICLE 4.3 – INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A TERRE

4.3.1 Installations électriques. Les installations électriques devront être conçues, réalisées et entretenues conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel devra être conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables.

Dans les locaux ou emplacements pouvant présenter une atmosphère explosible, l'équipement électrique sera conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des Installations Classées susceptibles de présenter un risque d'explosion, ou de tout texte pouvant s'y substituer.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées, dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience significative dans les délais les plus brefs. Les rapports de contrôle et les justificatifs des travaux seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

4.3.2 Interrupteur d'électricité. Il sera installé à l'entrée du site un interrupteur, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique des installations.

4.3.3 Mise à la terre des équipements. Les équipements métalliques doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

ARTICLE 4.4 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L’INCENDIE

4.4.1 Equipements. Des dispositions seront prises pour que tout début d’incendie puisse être rapidement combattu.

Les équipements de lutte contre l’incendie seront en nombre suffisant, judicieusement répartis, adaptés aux risques encourus et conformes aux normes en vigueur. Ils seront disposés de façon bien visible, facilement accessibles et protégés du gel.

Ils seront entretenus, en permanence, en bon état et seront vérifiés au moins une fois par an par un organisme spécialisé. Les justificatifs de contrôle seront tenus à la disposition de l’inspection des installations classées pour la protection de l’environnement.

Des extincteurs portatifs seront répartis à l’intérieur des locaux, en particulier, près des dégagements. Un extincteur adapté sera placé près de chaque tableau général électrique et près des appareils présentant des dangers d’origine électrique.

Le bâtiment de transfert est équipé d’au moins un robinet d’incendie armé (RIA).

Le bâtiment de déchargement est équipé d’au moins deux robinets d’incendie armés (RIA).

4.4.2 Adduction d’eau. L’exploitant disposera d’un réseau d’eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux incendie, protégés du gel et comportant des raccords normalisés.

Les installations seront aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de secours.

Les appareils incendie, répertoriés par le bureau prévention de la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris – section prévision hydraulique (Tél : 01.47.54.68.19), auront leur fonctionnement assuré. Ils seront entretenus et maintenus en ordre de marche.

TITRE V : EXPLOITATION

ARTICLE 5.1 – SURVEILLANCE DE L’EXPLOITATION

5.1.1 Responsable d’exploitation. L’exploitation devra se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d’une personne nommément désignée par l’exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l’établissement.

Elle s’assure du respect des consignes et vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de prévention des pollutions.

5.1.2 Contrôle de l’accès. Les personnes étrangères à l’établissement ne devront pas avoir un accès libre aux installations.

ARTICLE 5.2 – CONSIGNES

5.2.1 Consignes d’exploitation. Des consignes d’exploitation, comportant explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d’un arrêt pour travaux de modification ou d’entretien ainsi qu’en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d’arrêt momentané, seront établies de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

5.2.2 Propreté des locaux. Les locaux seront maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles fermentescibles, dangereuses ou polluantes. Les déchets seront évacués aussi souvent que nécessaire. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques identifiés.

5.2.3 Connaissance des produits. L'exploitant devra avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues à l'article R 231-53 du Code du Travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages porteront en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

La présence dans les locaux des produits présentant un caractère inflammable, explosif, toxique, corrosif ou polluant est limitée aux quantités strictement nécessaires à l'exploitation.

5.2.4 Consignes de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques associés,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides..),
- les mesures à prendre en cas de déversement, de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances polluantes ou dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

5.2.5 Travaux. Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) délivré par une personne nommément autorisée.

5.2.6 Interdiction de feux. Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis de travail.

5.2.7 Formation du personnel. L'exploitant veillera à la qualification et à la formation du personnel intervenant sur les installations, aussi bien pour la conduite et la maintenance des installations que pour la connaissance des risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et la mise en œuvre des moyens d'intervention.

5.2.8 Maintenance. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits, matières consommables, pièces détachées pour assurer le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de prévention de la pollution.

TITRE VI : INSTALLATIONS DE TRANSIT DE DECHETS D'ORIGINE ANIMALE

ARTICLE 6.1 – BATIMENTS DE TRANSFERT ET DE DECHARGEMENT

6.1.1 Aménagements des bâtiments. Le stockage, le chargement et le déchargement des déchets se feront exclusivement dans des bâtiments fermés.

Les bâtiments dans lesquels se déroulent les opérations de stockage, chargement et déchargement de déchets possèdent des sols étanches, résistants au passage des véhicules et sont aménagés de façon à ce que les eaux de lavage, jus et toutes eaux résiduaires soient collectées et traitées avant rejet aux réseaux publics.

Les bâtiments sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter, sur toute leur hauteur.

6.1.2 Nettoyage des installations. Les bâtiments dans lesquels se déroulent les opérations de stockage, chargement et déchargement de déchets sont maintenus dans un bon état de propreté et nettoyés et désinfectés, au moins deux fois par semaine et en particulier avant tout arrêt des activités supérieur à 24 h.

L'exploitant dispose des équipements et produits adaptés au nettoyage des locaux et matériels en contact avec les déchets.

Le site est maintenu en état de dératisation et de désinsectisation permanent. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'extérieur des bâtiments est maintenu en bon état de propreté et exempt de tout déchet. En particulier, les aires de circulation et de stationnement des véhicules sont nettoyées chaque fois qu'elles seront souillées et désinfectées en tant que de besoin.

ARTICLE 6.2 – VEHICULES DE TRANSPORT DES DECHETS

6.2.1 Nettoyage et désinfection. Les récipients, conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des déchets animaux doivent être nettoyés et lavés après chaque usage. Ils sont entièrement nettoyés et désinfectés au moins une fois par semaine.

Les véhicules sont désinfectés avant leur sortie du site et ne doivent pas entraîner de boues, de poussières ou de déchets sur la voirie.

6.2.2 Etanchéité. Les containers, bennes, etc. des véhicules de collecte et de transport des déchets sont étanches et fermés pendant le transport. Ils sont équipés de manière à prévenir la dégradation des déchets et la dispersion d'odeurs.

6.2.3 Entretien des véhicules. L'entretien et la réparation des véhicules de collecte et de transport des déchets sont interdits sur le site. Les véhicules sont maintenus en bon état de fonctionnement et conformément aux réglementations en vigueur.

6.2.4 Etat du parc. L'exploitant tient à jour la liste de ses véhicules de collecte et de transport avec leur capacité, leur équipement et leur identification.

ARTICLE 6.3 – GESTION DES DECHETS

6.3.1 Durée de stockage. Le stockage des déchets sur le site est limité à 12 h. Aucun déchet n'est présent sur le site en dehors des périodes d'activité, en particulier après la fermeture ou pendant les week-ends et jours fériés.

6.3.2 Capacité de stockage. La capacité de stockage des installations est compatible avec la durée maximale de stockage. L'exploitant s'assure à tout moment de la compatibilité entre la disponibilité de stockage, l'étendue de la zone de collecte et les capacités des exutoires.

L'exploitant met en place les dispositifs et procédures nécessaires pour prévenir, en particulier en cas de perturbation du transport ou des installations réceptionnant les déchets, le dépassement des délais de stockage prévus au présent arrêté et de manière générale la dégradation des conditions d'exploitation du site.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir la dégradation des déchets, en particulier sous l'effet de la température.

Les procédures mises en place sont consignées dans des documents tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

6.3.3 Suivi des déchets. L'exploitant doit toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature, la quantité de déchets qu'il reçoit. Il doit être en mesure de justifier la nature, la quantité et la destination des déchets qu'il évacue et s'assurer que les installations de traitement, valorisation ou élimination recevant les déchets sont régulièrement autorisées.

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions est effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

Un contrôle visuel de la conformité des déchets collectés est réalisé lors des opérations de chargement des déchets en vrac. Pour le transfert de containers, l'exploitant s'assure de l'intégrité et de l'étanchéité des containers.

Chaque livraison de déchet fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, l'origine, la nature et la quantité de déchets, l'identification du véhicule et des observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception.

Chaque sortie de déchet fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, les coordonnées de l'installation de destination, la nature et la quantité de déchets et l'identification du véhicule. Il est systématiquement établi un bordereau de départ.

6.3.4 Registre. Les informations concernant les entrées et sorties de déchets sont rassemblées dans un registre. Ce document doit permettre en particulier d'assurer la traçabilité des déchets, du producteur jusqu'à l'installation de traitement, valorisation ou élimination et de connaître les volumes en transit en moyenne journalière, mensuelle et annuelle. Le registre est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 6.4 – RAPPORT D'ACTIVITE

L'exploitant transmet chaque année au préfet un rapport d'activité mentionnant en particulier, les volumes de déchets ayant transité sur le site avec leur répartition par filière, origine et destination, les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques et les incidents qui sont survenus sur les installations avec les mesures prises pour éviter qu'ils ne se reproduisent.

TITRE VII : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 7.1. - GENERALITES

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières, des gaz qui peuvent incommoder le voisinage et nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source.

ARTICLE 7.2. - POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

ARTICLE 7.3. - ODEURS

Les installations ne devront pas être à l'origine de gêne olfactive susceptible d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique.

Tout dégagement d'odeur doit être combattu immédiatement par des moyens efficaces.

Des campagnes d'évaluation de l'impact olfactif pourront être réalisées, sur demande du Préfet et aux frais de l'exploitant. Elles seront réalisées selon les normes en vigueur et notamment selon les normes NF X 43-101, NF X 43-103, NF X 43-104, NF X 43-300, NF X 44-052 et NF ISO 5492 ou toute norme équivalente.

ARTICLE 7.4 – TRAITEMENT DE L'AIR

7.4.1 Captation de l'air des bâtiments. Les bâtiments où sont stockés ou manipulés les déchets seront équipés de dispositifs permettant de collecter et canaliser l'air intérieur et de réaliser son traitement par une installation adaptée et dimensionnée à cet effet sur la base des volumes d'activité, de la sensibilité environnemental et des meilleures techniques disponibles.

Les dispositifs de collecte et de transport de l'air intérieur sont étanches.

7.4.2 Rejet de l'air traité. Les canalisations de rejet après traitement, sont équipées de points de prélèvement d'échantillons et de points de mesure (débit, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement,...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande du Préfet.

Les points de rejet de l'air traité sont conçus et implantés de manière à prévenir les nuisances olfactives vis-à-vis des tiers. En particulier, la hauteur et la forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, sont conçues de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère et l'exutoire est situé à au moins à 10 m des bâtiments habités ou occupés par des tiers.

7.4.3 Maintenance des installations. Les installations de collecte et de traitement de l'air sont régulièrement entretenues et contrôlées au moins une fois par semaine. L'exploitant s'assure de la disponibilité immédiate des produits de traitement et pièces de rechange nécessaires au bon fonctionnement des installations.

7.4.4 Surveillance des rejets. L'exploitant fait réaliser à ses frais par un organisme agréé ou à défaut soumis à l'approbation du préfet, des analyses de l'air rejeté, au moins une fois par an. Ces analyses font l'objet d'un rapport d'évaluation des impacts olfactifs et sanitaires des rejets. Une copie des résultats d'analyse et du rapport sont transmis au préfet dans les 15 jours qui suivent leur réception par l'exploitant.

ARTICLE 7.5 - DYSFONCTIONNEMENTS.

Tout dysfonctionnement, prévisible ou constaté, des dispositifs et mesures destinés à limiter les nuisances olfactives doit être signalé sans délais au préfet. L'exploitant précise les mesures prises pour remédier à la situation et les délais prévus. En cas de dysfonctionnement prolongé susceptible d'avoir un impact sur l'environnement ou les tiers, le préfet peut demander à l'exploitant de réduire ses activités.

ARTICLE 7.6 - INTERDICTION DES BRULAGES

Tout brûlage à l'air libre est interdit, ainsi que l'incinération de combustibles non commerciaux.

ARTICLE 7.7 - LIMITATION DES EMISSIONS DE POUSSIÈRES.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme et si nécessaire, des dispositions pour prévenir l'envol des poussières et matières diverses seront prises.

TITRE VIII : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 8.1. - GENERALITES

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.

Les effluents devront être exempts de matières flottantes.

ARTICLE 8.2 - PROTECTION DU RESEAU D'EAU POTABLE

Tous les appareils, capacités et circuits utilisés pour un usage de quelque nature que ce soit, raccordés à un réseau d'eau potable ou à un forage en nappe, devront être dotés d'un dispositif de disconnection destiné à protéger ce réseau ou ce forage d'une pollution pouvant résulter de l'inversion accidentelle du sens normal d'écoulement de l'eau.

Ce dispositif est contrôlé régulièrement et au moins une fois par an par un vérificateur agréé.

ARTICLE 8.3 – LIMITATION DE LA CONSOMMATION

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour limiter la consommation d'eau.

Un dispositif de comptage des volumes d'eau utilisés permettra de connaître précisément la consommation d'eau des installations. L'exploitant tient à jour un état de ses consommations d'eau.

ARTICLE 8.4 - COLLECTE ET REJET DES EFFLUENTS LIQUIDES

8.4.1 Collecte et traitement des effluents. Les eaux résiduaires résultant du lavage et de la désinfection des véhicules de collecte et des bâtiments seront collectées et évacuées après traitement vers le réseau public d'assainissement ou à défaut le réseau unitaire.

Les eaux de ruissellement des aires de circulation, de stationnement et de lavage extérieur des véhicules, ainsi que des installations de distribution de liquides inflammables seront collectées et évacuées après traitement vers le réseau public pluvial ou à défaut le réseau unitaire.

8.4.2 Maintenance et suivi des réseaux. Le réseau de collecte sera maintenu en état, nettoyé et curé aussi souvent que de besoin et son intégrité sera assurée. Les quantités d'eaux résiduaires rejetées sont comptabilisées et l'état des volumes rejetés est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

8.4.3 Plan des réseaux. Un schéma des réseaux est régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que des services d'incendie et de secours. Il précise, en particulier, les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, poste de mesure, vannes, dispositifs de traitement et de confinement.

ARTICLE 8.5 - DISPOSITIF D'EPURATION

Afin de se conformer aux valeurs limites définies à l'article 8.7, il sera mis en œuvre toutes dispositions d'épuration (débourbeur décanteur, séparateur d'hydrocarbure, etc.) avant le rejet dans le réseau des eaux résiduaires et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Ces dispositifs de traitement seront maintenus en permanence en bon état de fonctionnement. En particulier, une vidange de ces dispositifs sera réalisée en tant que de besoin et au moins une fois par an.

Les boues et résidus de curage sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet et les justificatifs d'élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 8.6 – POINTS DE MESURE

Pour chaque point de rejet aux réseaux public on aménagera en amont du point de rejet, aussi près que possible des limites de l'établissement mais en deçà de celles-ci, une cavité permettant d'effectuer tout prélèvement aux fins d'analyses et de mesurer le débit.

Ces installations devront être facilement accessibles à tout moment et entretenues en bon état de fonctionnement.

ARTICLE 8.7 – VALEURS LIMITES

Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L 35.8 du code de la Santé Publique), les rejets d'eaux dans les réseaux publics seront conformes aux valeurs limites suivantes :

Pour les rejets en réseau d'assainissement ou unitaire

<i>Paramètre</i>	<i>Concentration maximale en mg/l</i>	<i>Flux maximum en kg/j</i>
pH (NFT 90-008)	compris entre 5,5 et 8,5	-
Température (NFT 90-100)	inférieure à 30° c	-
MEST (NFT 90-105)	600 mg/l	15 kg/j
DCO (NFT 90-101)	2000 mg/l	100 kg/j
DBO ₅ (NFT 0-103)	800 mg/l	30 kg/j
Métaux totaux (NFT 90-114)	15 mg/l	
Hydrocarbures totaux (NFT 90-114)	10 mg/l	
Azote total	150 mg/l	2 kg/j
Phosphore total	50 mg/l	1 kg/j
Agents de surface anioniques	30 mg/l	
OrganoHalogénés Volatils (OHV)	1 mg/l	
Substances Extractibles à l'Hexane	100 mg/l	
Indice Phénol	0,3 mg/l	

Pour les rejets en réseau pluvial

<i>Paramètre</i>	<i>Concentration maximale en mg/l</i>	<i>Flux maximum en kg/j</i>
pH (NFT 90-008)	compris entre 5,5 et 8,5	-
Température (NFT 90-100)	inférieure à 30° c	-
MEST (NFT 90-105)	100 mg/l	10 kg/j
DCO (NFT 90-101)	300 mg/l	45 kg/j
DBO ₅ (NFT 0-103)	100 mg/l	10 kg/j
Métaux totaux (NFT 90-114)	15 mg/l	
Hydrocarbures totaux (NFT 90-114)	10 mg/l	
Azote total	30 mg/l	2 kg/j
Phosphore total	10 mg/l	1 kg/j
Agents de surface anioniques	30 mg/l	
OrganoHalogénés Volatils (OHV)	1 mg/l	
Substances Extractibles à l'Hexane	100 mg/l	
Indice Phénol	0,3 mg/l	

Ces valeurs limites seront contrôlées, sauf stipulations contraires de la norme, sur l'effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. Elles seront respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limite de concentration.

Les autres polluants pouvant être rejetés, même accidentellement, devront respecter les normes fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (J.O. du 03 mars 1998).

ARTICLE 8.8 – SURVEILLANCE DES REJETS

8.8.1 Autosurveillance. Un dispositif d'autosurveillance des rejets est mis en place :

Pour les eaux rejetées dans le réseau d'assainissement ou à défaut le réseau unitaire, le débit, le pH et la température seront mesurés et enregistrés en continu.

Chaque mois, seront analysés sur un échantillon moyen 24 heures : les MES, la DBO₅, la DCO, l'azote total, le phosphore total, la température, le pH et le débit.

Pour les eaux rejetées dans le réseau pluvial, le cas échéant, le débit, le pH et la température seront mesurés et enregistrés en continu.

Chaque trimestre, seront analysés sur un échantillon moyen 24 heures: les hydrocarbures totaux, les MES, la DBO₅, la DCO, l'azote total, le phosphore total, la température, le pH et le débit.

Les données relatives à l'autosurveillance et à la maintenance des dispositifs de mesure et de traitement sont tenues en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

8.8.2. Prélèvements et analyses par un laboratoire agréé. Un contrôle des effluents aqueux (prélèvement plus analyses) sera réalisé, par un laboratoire agréé, chaque année sur un échantillon moyen 24 h.

Il portera sur l'ensemble des paramètres listés à la condition 8.7, pour chaque point de rejet au réseau public.

8.8.3. Bilan annuel.

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées est transmis chaque année à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce document est accompagné de commentaires éventuels expliquant les causes des dépassements constatés, leur impact ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et d'éviter qu'ils se reproduisent.

8.8.4. Périodicité des contrôles. Les paramètres analysés et la périodicité des contrôles ou autocontrôles sont révisables après accord du préfet, en fonction des résultats obtenus et des modifications apportées aux installations.

ARTICLE 8.9 - PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

8.9.1 Dispositions générales. Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur ou les réseaux publics d'assainissement.

Notamment, le sol doit être étanche, incombustible et aménagé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage,...) puissent être recueillis efficacement.

8.9.2 Isolement du réseau d'assainissement. L'exploitant met en place, en amont de chacun des points de rejet des effluents liquides dans le réseau public, une vanne de sectionnement, ou tout autre dispositif équivalent, permettant l'isolement des réseaux d'eaux résiduaires et pluviales en cas de déversement accidentel ou d'incendie.

Les dispositifs d'isolement du réseau seront en nombre suffisant, bien visibles et facilement accessibles en tout temps, notamment par les services de secours.

Une pancarte indestructible indiquera clairement leur rôle et leur manœuvre. Ils seront entretenus et vérifiés régulièrement.

Les consignes en cas d'incendie ou d'accident grave prévoiront clairement l'isolement du réseau.

8.9.3 Rétention des eaux incendie. Le site est équipé d'un bassin de confinement étanche. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

L'exploitant met en place une procédure garantissant l'isolement dans un délai suffisant des réseaux d'eaux résiduaires et pluviales, en cas d'intervention des secours et s'assure que la capacité de rétention est suffisante au regard du volume d'activité des installations et des moyens d'extinction disponibles.

Le bassin de confinement est maintenu vide et propre afin de garantir l'intégralité de sa capacité.

Les eaux retenues dans le bassin seront soit valorisées ou éliminées dans des installations autorisées à cet effet, soit évacuées vers le réseau d'assainissement si elles respectent les valeurs définies à l'article 8.7.

8.9.4 Rétention des aires et locaux de travail. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol devra être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement.

Les produits recueillis seront soit valorisés ou éliminés dans des installations autorisées à cet effet, soit évacués vers le réseau d'assainissement s'ils respectent les valeurs définies à l'article 8.7.

8.9.5 Cuvettes de rétention. Tout récipient (cuve, bidon, fût...) pouvant contenir des liquides dangereux ou susceptibles d'entraîner une pollution du réseau d'assainissement ou du milieu naturel doit être associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient.
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Les cuvettes de rétention seront correctement entretenues et débarrassées, en tant que de besoin, des écoulements et eaux pluviales de façon à ce que le volume disponible à tout moment respecte les principes rappelés ci-dessus.

Une séparation physique entre les cuvettes de rétention contenant des produits ne pouvant être mélangés sera établie.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Les cuvettes de rétention ne pourront être vidées que par pompage et non à l'aide d'un éventuel dispositif d'obturation.

ARTICLE 8.10 - DETERGENTS

Les détergents éventuellement utilisés devront être biodégradables à 90 % conformément au décret n° 87-1055 du 24 décembre 1987 (J.O. du 30 décembre 1987).

ARTICLE 8.11 - PRELEVEMENTS, REJETS ET UTILISATION DE L'EAU

L'usage du réseau d'eau incendie sera strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

ARTICLE 8.12 - EPANDAGE

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets provenant du site est interdit.

TITRE IX : BRUITS ET VIBRATIONS

ARTICLE 9.1 – GENERALITES

Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations, transmis par voie aérienne ou solidienne, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel et son annexe, du 23 janvier 1997 (J.O. du 27 mars 1997) relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement leurs sont applicables, notamment en ce qui concerne les normes d'émission sonore en limite de propriété aux différentes périodes de la journée, la méthodologie d'évaluation des effets sur l'environnement des bruits émis par une ou plusieurs sources appartenant à ces installations et les points de contrôle qui permettront la vérification de la conformité de l'émergence dans les différentes zones où celle-ci est réglementée.

ARTICLE 9.2 – DEFINITIONS

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par les installations),
- zones à émergence réglementée :
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers existant à la date du présent arrêté et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
 - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

ARTICLE 9.3. – VALEURS LIMITES DE BRUIT

Les émissions sonores des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles suivantes, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

En limite de l'établissement, le niveau sonore résultant des différentes installations exploitées ne dépassera pas les seuils définis ci-après :

- 70 dB (A), pendant les jours ouvrables de 7 à 22 h,
- 60 dB (A), pendant la nuit de 22 à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés,

Dans le cas où le bruit particulier des installations est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel susvisé, sa durée d'apparition ne peut excéder trente pour cent de la durée de fonctionnement des installations dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 9.4 – MESURES DE BRUITS

La mesure des émissions sonores des installations sera faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel susvisé. Ces mesures seront effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

ARTICLE 9.5. – VIBRATIONS

Les installations seront équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les éventuelles vibrations émises respecteront les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées. Les mesures seront faites selon la méthodologie définie par cette circulaire. Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par les trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces.

ARTICLE 9.6. – VEHICULES, ENGIN DE CHANTIER ET APPAREILS SONORES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE X : DECHETS

ARTICLE 10.1 - GENERALITE

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets non valorisables.

ARTICLE 10.2 - STOCKAGE

Les déchets et résidus solides ou liquides produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou nuisances (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations et l'environnement.

ARTICLE 10.3 - TRANSPORT

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assurera lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

ARTICLE 10.4 – COLLECTE, TRI, REGROUPEMENT ET STOCKAGE

Les différentes catégories de déchets produits par les installations seront dans la mesure du possible collectées séparément.

Le stockage des déchets spéciaux ou des déchets susceptibles de contenir des matières dangereuses sera réalisé sur des aires étanches aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement, dans des containers étanches ou dans un bâtiment en rétention.

La quantité de déchets stockés sur le site sera la plus réduite possible et leur enlèvement sera réalisé aussi souvent que nécessaire.

Elle ne devra pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination, sauf en cas de recyclage interne à l'installation.

L'exploitant tient à jour un registre des quantités et de la nature de déchets produits ainsi que des quantités et nature de déchets éliminés avec les justificatifs.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 10.5 - DECHETS D'EMBALLAGE

Les emballages vides ayant contenu des substances ou préparations dangereuses seront renvoyés aux fournisseurs lorsque leur réemploi est effectif. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils seront éliminés comme des déchets spéciaux conformément à l'article 10.7.

Les déchets d'emballage non souillés seront obligatoirement revalorisé (réemploi, recyclage ou incinération avec récupération d'énergie) dans la mesure où le volume hebdomadaire de déchets d'emballage à éliminer sera supérieur à 1,1 m³.

Conformément au décret n°94-609 du 13 juillet 1994, les déchets d'emballage ne pourront être cédés qu'à des transporteurs, des négociants ou des courtiers régulièrement déclarés auprès du Préfet du département de siège du déclarant et ne pourront être valorisés que dans des Installations Classées régulièrement autorisées au titre du Titre I, Livre V du Code de l'environnement et spécialement agréées par l'autorité préfectorale pour la valorisation de ces déchets.

L'exploitant devra passer un contrat avec un transporteur déclaré ou un éliminateur agréé stipulant que les déchets d'emballage sont valorisés.

ARTICLE 10.6 - DECHETS INDUSTRIELS BANALS

Les déchets industriels banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des substances ou préparations dangereuses pourront être valorisés ou éliminés dans les installations de traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains régulièrement autorisées à cet effet au titre du Titre I, Livre V du Code de l'environnement.

Le stockage hors bennes ou hors conteneurs des déchets industriels banals est interdit.

ARTICLE 10.7 - DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX

Les déchets industriels spéciaux ou considérés comme tels (emballages souillés, eaux d'extinction ou de lavage souillées ou terres souillées par des substances ou préparations dangereuses) seront traitées dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du Titre I, Livre V du Code de l'environnement.

L'exploitant sera en mesure d'en justifier le traitement ou l'élimination sur demande de l'inspection des Installations Classées. Les justificatifs de traitement ou d'élimination (BSDI) seront conservés sur place pendant au moins 5 ans.

Le stockage accidentel de déchets spéciaux ou de déchets susceptibles de contenir des substances ou préparations dangereuses sera réalisé sur des aires étanches formant capacité de rétention conformément à la condition 8.9.5.

Pour chaque enlèvement de déchets industriels spéciaux, les renseignements minimaux suivants seront consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservés par l'exploitant :

- nature et composition du déchet (fiche d'identification),
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- mode d'élimination effectuée.

La récupération ou l'élimination des déchets sera également réalisée conformément aux dispositions du Titre IV, Livre V du Code de l'environnement relatif aux déchets et de l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances (J.O. du 16 février 1985).

ARTICLE 10.8 – BRULAGE DES DECHETS INTERDIT

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient ou d'autres produits (bois, papiers, cartons,...) est interdite.

TITRE XI : HYGIENE ET SECURITE DU PERSONNEL

ARTICLE 11.1 – L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III)(parties législatives et réglementaires) du Code du Travail et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Le préfet de la Seine-Saint-Denis

Jean-François CORDET